

l'école émancipée

**Contribution aux débats
du conseil national de la FSU-SNUipp
10 et 11 mai 2023**

On ne pactise pas avec Macron !

Retour sur la mobilisation contre la réforme des retraites

Depuis maintenant cinq mois, à l'appel d'une interpro unifiée dans la volonté d'obtenir le retrait de la réforme des retraites, des mobilisations d'une ampleur inégalée ont lieu dans tout le pays.

Depuis maintenant cinq mois, la population rejette toujours majoritairement la réforme et apporte son soutien aux mobilisations. Le premier mai, historique, a rassemblé sept à dix fois plus de personnes que celui de l'année passée, hissant cette journée de mobilisation parmi les six plus fortes de ces derniers mois. Après un reflux de la participation aux dernières journées de grève, compréhensible après trois mois de mobilisation, elle prouve la disponibilité à la lutte d'une population nullement découragée par la surdité et l'autoritarisme du gouvernement qui multiplie les prises de position antidémocratiques (49,3, promulgation de la loi...), voire dynamisée.

Il y aura bien des fils à tirer de cette mobilisation : l'élargissement d'un répertoire d'actions militantes qui a su articuler blocages et casseroles avec manifestations de masse... mais aussi la faiblesse des cadres d'auto-organisation qui n'a pas permis le démarrage de grèves reconductibles quand la situation l'exigeait.

Un des acquis majeurs de ce mouvement est le fait que l'ensemble des problématiques que draine le sujet des retraites a pu être approprié largement par la population : de la question du travail et de son intensification au détriment des travailleur·euses à celle d'une plus juste répartition des richesses dans un contexte inflationniste,

en passant par une exigence démocratique réaffirmée.

C'est en miroir ces raisons qui nous permettent de comprendre l'entêtement d'un Macron, acteur de l'hégémonie libérale, à imposer une réforme contestée jusque dans son camp social. Dans une situation où la crise climatique et environnementale raréfie les richesses, l'appétit des plus riches et leur volonté de s'exempter des conséquences de cette crise qu'ils alimentent, ne faiblit pas. L'accaparement des richesses par celles et ceux qui ont déjà le plus se poursuit et n'accepte aucun compromis.

Le Président Macron, sourd aux revendications du peuple, répond par des entraves, parfois illégales, aux manifestations et par la multiplication des violences policières.

Une répression qui s'intensifie, des libertés publiques et des droits humains qui se dégradent

Alors que les médias focalisent sur les violences commises en manifestation, le gouvernement dénonce les violences à l'égard des policier·es, occultant volontairement celles que ces dernier·es exercent indistinctement sur les manifestant·es et les journalistes.

Le maintien de l'ordre en France, déjà dénoncé par de nombreux·ses observateurs·trices, protège de plus en plus un ordre capitaliste financier répressif et violent à l'égard de la population. Le rapport du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU du 1er mai dernier alerte sur l'usage excessif de la force, l'inflation d'arrestations et de gardes à vue injustifiées, les fouilles et confiscation des biens des

manifestant·es ainsi que les blessures graves qui leur sont infligées. Convergeant avec celui du Conseil de l'Europe et celui de la Contrôleuse générale des lieux de privation des libertés, il appelle la France à repenser ses politiques en matière de maintien de l'ordre.

Cette répression vise à empêcher les mouvements sociaux de s'exprimer par l'usage abusif de la force mais aussi du cadre légal, avec la multiplication d'arrêtés préfectoraux d'interdiction des rassemblements ou le détournement de la loi « *anti-terroriste* » à des fins d'arrestation et de GAV de manifestant·es. Le nouveau projet de loi « *anti-casseurs* », porté comme revendication par les syndicats de police les plus représentatifs, témoigne de cette volonté de bâillonner toute contestation.

Le rapport de l'ONU pointe également des politiques migratoires toujours plus rétrogrades et les conditions de vie inhumaines et insalubres des migrant·es. Si l'examen de la loi immigration a été reporté à l'automne, l'annonce de moyens policiers supplémentaires pour contrôler la frontière italienne et le laboratoire en matière de politique migratoire que constitue l'opération Wuambuschu à Mayotte font monter encore d'un cran la politique répressive à l'égard des migrant·es.

Le développement de ce climat sécuritaire déroule un tapis rouge au Rassemblement National qui cherche à tirer profit de la séquence de mobilisation contre les retraites en récupérant les colères.

Par ailleurs, les conséquences des restrictions du droit à l'IVG aux États-Unis se font aussi ressentir en France avec la pénurie d'approvisionnement en pilule abortive. Alors que 76% des avortements sont réalisés par voie médicamenteuse, cela entrave encore plus l'accès à toutes à l'IVG, déjà bien entamé par la réduction du nombre de structures et de personnels formés permettant de la pratiquer.

Dans l'éducation

Les annonces définitives sur les mesures salariales pour les enseignant·es viennent confirmer le fait que la promesse du candidat Macron d'une revalorisation inconditionnelle de 10% pour toutes et tous était un mensonge supplémentaire. Si on peut acter positivement les mesures visant à augmenter de façon uniforme l'ensemble des PE, reste que pour 70% d'entre eux, leur pouvoir d'achat sera inférieur en décembre 2023 à ce qu'il était en décembre 2022. À cette faiblesse de la revalorisation socle s'ajoutent des mesures Pacte qui viennent renforcer l'arsenal déjà impressionnant d'outils de management, d'individualisation des carrières et des rémunérations, et de mise en concurrence des personnels.

L'objectif de ces mesures est l'assujettissement des métiers de l'enseignement pour qu'ils soient le vecteur du déploiement des politiques éducatives régressives menées par le ministère. La perte du cadre paritaire suite à la loi TFP, l'affirmation toujours plus forte d'un rapport de hiérarchie entre adjoint·es et directeur·trices, et la volonté de déployer une RH de proximité se conjuguent avec la mise en place d'un Conseil académique des savoirs fondamentaux, le renforcement du pilotage par les évaluations et les mesures d'externalisation et d'individualisation incluses dans le Pacte pour traiter la difficulté scolaire (heure de soutien, SRAN...).

En effet, à regarder les missions mises en avant dans les briques du Pacte, on peut constater qu'elles se situent dans la continuité des obsessions éducatives assénées depuis 6 ans : primauté des savoirs dits fondamentaux (lire, écrire, compter) qui s'étend maintenant au secondaire, et renforcement de l'individualisation en marge du temps scolaire pour les élèves mis en difficulté par l'école. Cette logique individualisante, connivente avec les mesures prises depuis plus de 20 ans, est une application du modèle éducatif appelé « réponse à l'intervention » (RAI), d'origine anglo-saxonne. Cette RAI prévoit l'absence de changement des pratiques pédagogiques en classe pour 80% de la population scolaire, quand pour les autres 20% est imposé un renforcement de la répétition d'exercice basée sur les difficultés pointées par des évaluations standardisées, C'est au final un traitement scolaire socialement différencié qui est mis en œuvre, augmentant encore le caractère ségrégatif de notre école.

La 6ème Conférence Nationale du Handicap est un acte politique de plus vers l'externalisation. Partant d'une absence de bilan de la politique menée depuis 3 ans avec les PIAL, l'abandon de la prévention scolaire dès la maternelle, la dilution de la formation spécialisée et la maltraitance institutionnelle des AESH, des enseignant·es, des élèves et des familles, Macron annonce des transformations pour l'accessibilité de toutes et tous les élèves à l'école. Celles-ci appellent l'élargissement à toute la communauté éducative de la lutte pour une véritable politique inclusive à l'école. Ces annonces prévoient la généralisation de dispositifs de « plateformes » pour ventiler des interventions à l'école d'un secteur médico-social « intégré », d' « *experts en proximité* » pour la formation. La fusion des missions des AESH avec celles des AED par la création d'un nouveau métier d'accompagnant·e à la réussite éducative sur tous les temps de l'enfant se résumerait à une présence aux côtés des élèves plutôt que de l'accompagnement.

La MDPH serait dépossédée de son expertise par l'ouverture pour les parents d'une voie d'accès à des soins ou interventions externalisés, financés par la CPAM et la CAF.

Cette politique se rapproche plus du monde de la logistique néolibérale garante d'une réactivité « *dans les plus brefs délais* », de qualité douteuse, que de l'engagement du

service public d'éducation nationale avec des budgets conséquents, une politique de formation et de recrutement de personnels qualifiés et des structures adaptées. La devise brandie en préambule par Macron est bafouée une fois de plus au sein de l'école républicaine.

Ne pas en rabattre sur les mobilisations

Les périodes de mobilisation sont propices à l'appropriation par une grande part de la population des enjeux politiques de la période. Il est de notre responsabilité de l'entretenir au-delà de la séquence de mobilisation sur les retraites, afin de légitimer une alternative sociale et progressiste au libéralisme autoritaire d'un Macron et à l'hypothèse RN.

Cela implique bien évidemment de réussir la grève du 6 juin. Pour cela le mois de mai ne doit pas être un mois en blanc, mais bien être consacré à la multiplication d'initiatives faisant pression sur le gouvernement (casserolades, blocages...), les député·es (organisation de l'interpellation par la profession, rassemblements unitaires devant les permanences, audiences...), mais aussi aux tournées d'école, pour hisser le 6 juin au niveau des plus grosses journées de la séquence. L'objectif est bien de peser sur le vote de la proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites.

Cela implique d'ouvrir d'autres fronts de mobilisation avec le gouvernement, posant les mêmes questions politiques que celles posées par la mobilisation contre la réforme des retraites.

À la rentrée, il nous faut engager une campagne de mobilisation pour obtenir une revalorisation des carrières enseignantes, mais aussi une revalorisation du point d'indice à la hauteur de l'inflation et de l'arriéré de la perte du pouvoir d'achat. Cette campagne doit s'appuyer sur les acquis de la mobilisation retraites : construction d'un cadre unitaire, dans le champ de l'éducation, de la Fonction publique, et éventuellement interpro pour faire front commun sur la question salariale. Inscription de journées d'action dans un calendrier pertinent par rapport aux échéances politiques, en particulier sur le vote du budget.

Il nous faut aussi légitimer la nécessité d'une autre politique éducative pour réaliser la démocratisation de la réussite scolaire. C'est tout autant une question budgétaire pour imposer une augmentation des moyens pour l'École qu'une question pédagogique. Mener campagne pour montrer en quoi le ministère entend faire des personnels les agent-es au service de sa politique scolaire ségrégative, par le contrôle des pratiques enseignantes. Mener campagne pour montrer que des pratiques luttant contre les inégalités scolaires sont

possibles. Oui, l'enjeu pédagogique est un enjeu syndical et politique de premier plan.

Enfin il nous faut être partie prenante, voire à l'initiative de dynamiques unitaires visant à légitimer une alternative aux politiques libérales et autoritaires et au danger de l'extrême-droite. Ouvrir des cadres d'élaboration, de prises de position, de mobilisation, les plus unitaires possibles, avec l'ensemble des organisations du mouvement social, les partis politiques de gauche, est aujourd'hui indispensable.